

9° le numéro d'identification ou le numéro d'intervention de l'officier de police administrative ou judiciaire responsable.”.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
P. Van Tigchelt

La Ministre de l'Intérieur,  
A. Verlinden

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—  
Nota

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be) :

Documents : 55-1944/(2020-2021)

Compte rendu intégral : 19 et 26 octobre 2023.

9° het identificatienummer of het interventienummer van de verantwoordelijke officier van bestuurlijke of gerechtelijke politie.”.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 november 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
P. Van Tigchelt

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. Verlinden

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be) :

Stukken : 55-1944/(2020/2021)

Integraal verslag : 19 en 26 oktober 2023.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/47029]

5 NOVEMBRE 2023. — Loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité par rapport au gestionnaire du réseau (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, modifié en dernier lieu par la loi du 30 mai 2023, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 20° est remplacé par ce qui suit:

“20° entreprise liée: toute entreprise liée au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations, ainsi que toute entreprise associée au sens de l'article 1:21 du Code des sociétés et des associations;”;

2° le 20°bis est remplacé par ce qui suit:

“20°bis filiale: chaque société dont le propriétaire possède directement ou indirectement, au moins dix pour cent du capital ou des droits de vote liés aux titres émis par cette société;”;

3° un 20°ter est inséré, rédigé comme suit:

“20°ter actionnaire dominant: toute personne physique ou morale, à l'exception de la société qui détient toutes les actions du gestionnaire du réseau sauf maximum deux, et tout groupe de personnes agissant de concert qui détient, directement ou indirectement, dix pour cent au moins du capital du gestionnaire du réseau ou des droits de vote attachés aux titres émis par celui-ci;”;

4° le 30° est remplacé par ce qui suit:

“30° administrateur indépendant: tout administrateur non exécutif qui:

a) répond aux conditions de l'article 7:87, § 1<sup>er</sup>, du Code des sociétés et des associations; et

b) n'a pas exercé au cours des vingt-quatre mois précédant sa désignation, une fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un producteur autre qu'un auto-producteur, d'un gestionnaire de réseau de distribution, d'un intermédiaire, d'un fournisseur ou d'un actionnaire dominant; et

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/47029]

5 NOVEMBER 2023. — Wet tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt met betrekking tot de netbeheerder (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 mei 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 20° wordt vervangen als volgt:

“20° verbonden onderneming: elke verbonden onderneming in de zin van artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, alsook elke geassocieerde onderneming in de zin van artikel 1:21 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;”;

2° de bepaling onder 20°bis wordt vervangen als volgt:

“20°bis dochteronderneming: elke vennootschap waarin de eigenaar, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten minste tien procent bezit van het kapitaal of van de stemrechten verbonden aan de effecten uitgegeven door deze vennootschap;”;

3° er wordt een bepaling onder 20°ter ingevoegd, luidende:

“20°ter dominerende aandeelhouder: elke natuurlijke of rechtspersoon, met uitzondering van de vennootschap die, op maximaal twee aandelen na, alle aandelen in de netbeheerder bezit, en elke groep personen die in onderling overleg optreden, die, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten minste tien procent bezit van het kapitaal van de netbeheerder of van de stemrechten verbonden aan de effecten die door hem zijn uitgegeven;”;

4° de bepaling onder 30° wordt vervangen als volgt:

“30° onafhankelijke bestuurder: elke niet-uitvoerende bestuurder die:

a) voldoet aan de voorwaarden van artikel 7:87, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen; en

b) tijdens de vierentwintig maanden die zijn aanstelling voorafgegaan zijn, geen functie of activiteit heeft uitgeoefend, al dan niet bezoldigd, ten dienste van een producent andere dan een zelfopwekker, van een distributienetbeheerder, van een tussenpersoon, van een leverancier of van een dominerende aandeelhouder; en

c) n'exerce pas durant son mandat d'administrateur indépendant, une fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un producteur autre qu'un auto-producteur, d'un gestionnaire de réseau de distribution, d'un intermédiaire, d'un fournisseur ou d'un actionnaire dominant;"

**Art. 3.** Dans l'article 9 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 23 octobre 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, la deuxième phrase est remplacée par ce qui suit:

"Il satisfait aux conditions visées à l'article 7:97 du Code des sociétés et des associations, étant entendu que, aux fins de l'application de cette obligation, le gestionnaire du réseau est considéré comme une société cotée visée à l'article 7:97 du Code des sociétés et des associations.";

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les alinéas 3 à 7 sont abrogés;

3° un nouveau paragraphe 1/1 est inséré, rédigé comme suit:

"§ 1/1. En vue de prévenir tout conflit d'intérêt dans le chef du gestionnaire du réseau, de lui permettre de prendre ses décisions de manière indépendante, d'assurer la transparence et la non-discrimination envers tous les utilisateurs du réseau, et de ne pas altérer le bon fonctionnement du marché pour la production et la fourniture, le gestionnaire du réseau remplit les conditions suivantes:

1° le gestionnaire du réseau ne peut exercer de contrôle, direct ou indirect, quelle qu'en soit la forme, sur des entreprises qui assurent une des fonctions de production ou de fourniture d'électricité et/ou de gaz naturel ou sur des distributeurs ou des intermédiaires;

2° la ou les mêmes personnes ne sont pas autorisées à exercer un contrôle direct ou indirect sur un gestionnaire du réseau, et à exercer un contrôle direct ou indirect ou un quelconque pouvoir sur une entreprise assurant une des fonctions de production ou de fourniture d'électricité et/ou de gaz naturel, et à exercer un contrôle direct ou indirect ou un quelconque pouvoir sur un gestionnaire du réseau. Pour l'application du présent alinéa, on entend par "quelconque pouvoir", notamment:

a) le pouvoir d'exercer les droits de vote;

b) le pouvoir de désigner des membres de tout organe administratif ou de tout organe représentant légalement l'entreprise; ou

c) la détention d'une part majoritaire;

3° les statuts du gestionnaire du réseau et les conventions d'actionnaires ne peuvent octroyer de droits particuliers aux entreprises actives, directement ou indirectement, dans la production et/ou la fourniture d'électricité et/ou la production et/ou la fourniture de gaz naturel;

4° les entreprises actives, directement ou indirectement, dans la production et/ou la fourniture d'électricité et/ou la production et/ou la fourniture de gaz naturel ne peuvent désigner les membres du conseil d'administration, du collège de gestion journalière, du comité de gouvernance d'entreprise, du comité d'audit, du comité de rémunération et de tout autre organe représentant légalement le gestionnaire du réseau;

5° une même personne physique n'est pas autorisée à être membre du conseil de surveillance, du conseil d'administration ou de tout autre organe qui peut légalement représenter le gestionnaire du réseau, et simultanément d'une entreprise assurant une des fonctions suivantes: production et/ou fourniture d'électricité et/ou la production et/ou la fourniture de gaz naturel;

6° l'exercice d'une fonction ou d'une activité dans d'autres personnes morales par un membre du collège de gestion journalière du gestionnaire du réseau ne peut pas compromettre l'indépendance de la gestion du réseau de transport.

La commission est chargée du contrôle du respect de ce paragraphe.";

4° au paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

"Le conseil d'administration du gestionnaire du réseau est composé exclusivement d'administrateurs non exécutifs et pour moitié au moins d'administrateurs indépendants. À l'exception d'une personne morale qui détient directement ou indirectement plus de un pour cent des parts du gestionnaire du réseau, et à laquelle le représentant permanent de cette personne morale transfère sa rémunération, les administrateurs ne peuvent être désignés ni exercer leur mandat qu'en tant que personne physique, à l'exclusion des personnes morales, quelle qu'en soit la

c) tijdens zijn mandaat als onafhankelijke bestuurder, geen functie of activiteit uitoefent, al dan niet bezoldigd, ten dienste van een producent andere dan een zelfopwekker, van een distributienetbeheerder, van een tussenpersoon, van een leverancier of van een dominerende aandeelhouder;"

**Art. 3.** In artikel 9 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 23 oktober 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de tweede zin vervangen als volgt:

"Hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 7:97 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, met dien verstande dat de netbeheerder voor de toepassing van deze verplichting wordt beschouwd als een genoteerde vennootschap als bedoeld in artikel 7:97 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.";

2° in paragraaf 1 worden het derde tot en met het zevende lid opgeheven;

3° er wordt een nieuwe paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

"§ 1/1. Teneinde elk belangenconflict voor de netbeheerder te voorkomen, hem in staat te stellen onafhankelijk zijn beslissingen te nemen, transparantie en non-discriminatie ten aanzien van alle netgebruikers te waarborgen en de goede werking van de markt voor productie en levering niet te verstoren, voldoet de netbeheerder aan volgende voorwaarden:

1° de netbeheerder mag geen enkele vorm van rechtstreekse of onrechtstreekse zeggenschap uitoefenen over ondernemingen die één van de functies van productie of levering van elektriciteit en/of aardgas uitvoeren of over distributeurs of tussenpersonen;

2° het is niet toegestaan dat dezelfde persoon of personen rechtstreeks of onrechtstreeks zeggenschap uitoefenen over een netbeheerder, en rechtstreeks of onrechtstreeks zeggenschap uitoefenen of enig recht uitoefenen over een onderneming die één van de functies van productie of levering van elektriciteit en/of aardgas uitvoert. Evenmin is het toegestaan dat dezelfde persoon of personen rechtstreeks of onrechtstreeks zeggenschap uitoefenen over een onderneming die één van de functies van productie of levering van elektriciteit en/of aardgas uitvoert, en rechtstreeks of onrechtstreeks zeggenschap uitoefenen of enig recht uit te oefenen over een netbeheerder. Onder "enig recht" wordt voor de toepassing van dit lid met name verstaan:

a) de bevoegdheid om stemrecht uit te oefenen;

b) de bevoegdheid om leden aan te wijzen van enig bestuursorgaan of van enig orgaan dat de onderneming rechtsgeldig vertegenwoordigt; of

c) het hebben van een meerderheidsaandeel;

3° de statuten van de netbeheerder en de aandeelhoudersovereenkomsten mogen geen bijzondere rechten toekennen aan ondernemingen die rechtstreeks of onrechtstreeks actief zijn op het gebied van de productie en/of levering van elektriciteit en/of productie en/of levering van aardgas;

4° ondernemingen die rechtstreeks of onrechtstreeks actief zijn in de productie en/of levering van elektriciteit en/of productie en/of levering van aardgas, mogen geen leden benoemen van de raad van bestuur, het college van dagelijks bestuur, het corporate governance comité, het auditcomité, het vergoedingscomité of enig ander orgaan dat de netbeheerder rechtsgeldig vertegenwoordigt;

5° het is eenzelfde natuurlijke persoon niet toegelaten lid te zijn van de raad van toezicht, de raad van bestuur of één van de andere organen die de netbeheerder rechtsgeldig kan vertegenwoordigen en, tegelijkertijd van een onderneming die een van volgende functies uitoefent: productie en/of levering van elektriciteit en/of productie en/of levering van aardgas;

6° de uitoefening van een functie of activiteit in andere rechtspersonen door een lid van het college van dagelijks bestuur van de netbeheerder mag de onafhankelijkheid van het beheer van het transmissienet niet in het gedrang brengen.

De commissie is belast met de controle op de naleving van deze paragraaf.";

4° in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"De raad van bestuur van de netbeheerder bestaat uitsluitend uit niet-uitvoerende bestuurders en minstens voor de helft uit onafhankelijke bestuurders. Met uitzondering van een rechtspersoon die rechtstreeks of onrechtstreeks meer dan één procent van de aandelen van de netbeheerder heeft, en waaraan de vaste vertegenwoordiger van die rechtspersoon zijn vergoeding overdraagt, kunnen bestuurders alleen als natuurlijke personen worden benoemd en hun mandaat uitoefenen, met uitsluiting van rechtspersonen, ongeacht hun rechtsvorm. De

forme juridique. La commission donne un avis conforme sur l'indépendance des administrateurs indépendants visés à l'article 2, 30°, et ce au plus tard dans un délai de trente jours à dater de la réception de la notification de la nomination de ces administrateurs indépendants par l'organe compétent du gestionnaire du réseau. En plus de leur indépendance, ces administrateurs indépendants sont nommés par l'assemblée générale notamment pour leurs connaissances en matière de gestion financière et leurs connaissances utiles en matière technique. Au moins un administrateur indépendant n'exerce pas de fonction ou activité au service de la société qui détient toutes les actions du gestionnaire du réseau sauf maximum deux. La présidence du comité de gouvernance d'entreprise et du comité d'audit du gestionnaire du réseau est assurée par un administrateur indépendant.”;

5° au paragraphe 4, les mots “comité de direction” sont remplacés par les mots “collège de gestion journalière”;

6° au paragraphe 5, le 2° est remplacé par ce qui suit:

“2° donner préalablement un avis sur la nomination et la révocation des membres du collège de gestion journalière”;

7° au paragraphe 5, le 3° est remplacé par ce qui suit:

“3° examiner, à la demande de tout administrateur indépendant, du président du collège de gestion journalière ou de la commission, tout cas de conflit d'intérêts entre le gestionnaire du réseau, d'une part, et un actionnaire dominant, ou une entreprise associée ou liée à un actionnaire dominant à l'exception de la société qui détient toutes les actions du gestionnaire du réseau sauf maximum deux, d'autre part, et faire rapport à ce sujet au conseil d'administration”;

8° au paragraphe 5, le 5°, est complété comme suit:

“Dans le rapport précité à la commission, le comité de gouvernance d'entreprise indique, entre autres, s'il a été en mesure de constater qu'un conflit d'intérêts au sens du 3° est survenu.”;

9° au paragraphe 6, les mots “l'article 524bis du Code des sociétés” sont remplacés par les mots “l'article 7:121 du Code des sociétés et des associations” et les mots “comité de direction” sont remplacés par les mots “collège de gestion journalière”;

10° le paragraphe 6, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Les membres du collège de gestion journalière sont choisis en raison de leur compétence, leur expérience et leur indépendance les rendant aptes à gérer le réseau de transport dans ses aspects techniques, financiers, humains et stratégiques.”;

11° paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit:

“§ 7. Après avis du comité de gouvernance d'entreprise, le conseil d'administration du gestionnaire du réseau nomme et, le cas échéant, révoque les membres du collège de gestion journalière, y compris son président et son vice-président.

Seules des personnes physiques peuvent être nommées et exercer des fonctions en tant que membres du collège de gestion journalière.

Le président et le vice-président du collège de gestion journalière siègent au conseil d'administration du gestionnaire du réseau avec voix consultative.”;

12° au paragraphe 8, les mots “Code des sociétés” sont remplacés par les mots “Code des sociétés et des associations” et les mots “comité de direction” sont chaque fois remplacés par les mots “collège de gestion journalière”;

13° au paragraphe 9, les mots “comité de direction” sont remplacés par les mots “collège de gestion journalière”;

14° au paragraphe 10, les mots “comité de direction” sont remplacés par les mots “collège de gestion journalière”.

**Art. 4.** Dans l'article 9bis, § 3, de la même loi, inséré par la loi du 14 janvier 2003 et modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, les mots “comités de direction” sont remplacés par les mots “collèges de gestion journalière” dans l'alinéa 1<sup>er</sup> et les mots “comité de direction” sont remplacés par les mots “collège de gestion journalière” dans l'alinéa 2.

**Art. 5.** Dans l'article 9ter, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la même loi, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> juin 2005 et remplacé par la loi du 8 janvier 2012, les mots “comité de direction” sont remplacés par les mots “collège de gestion journalière”.

commissie geeft een eensluidend advies betreffende de onafhankelijkheid van de onafhankelijke bestuurders bedoeld in artikel 2, 30°, uiterlijk binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de benoeming van deze onafhankelijke bestuurders door het bevoegde orgaan van de netbeheerder. Naast hun onafhankelijkheid worden deze onafhankelijke bestuurders door de algemene vergadering met name benoemd vanwege hun kennis van financieel beheer en hun nuttige kennis van technische aangelegenheden. Ten minste één van de onafhankelijke bestuurders oefent geen functie of activiteit uit in dienst van de vennootschap die op maximaal twee na alle aandelen van de netbeheerder bezit. Het voorzitterschap van het corporate governance comité en van het auditcomité van de netbeheerder wordt waargenomen door een onafhankelijke bestuurder.”;

5° in paragraaf 4 wordt het woord “directiecomité” vervangen door de woorden “college van dagelijks bestuur”;

6° in paragraaf 5 wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt:

“2° het geven van een voorafgaand advies bij de aanstelling en bij het ontslag van de leden van het college van dagelijks bestuur”;

7° in paragraaf 5 wordt de bepaling onder 3° vervangen als volgt:

“3° op verzoek van elke onafhankelijke bestuurder, van de voorzitter van het college van dagelijks bestuur of van de commissie, elk belangenconflict onderzoeken tussen de netbeheerder, enerzijds, en een dominerende aandeelhouder, of een met een dominerende aandeelhouder geassocieerde of verbonden onderneming met uitzondering van de vennootschap die, op maximaal twee aandelen na, alle aandelen in de netbeheerder bezit, anderzijds, en hierover verslag uitbrengen aan de raad van bestuur”;

8° in paragraaf 5, wordt de bepaling onder 5° aangevuld als volgt:

“In het voormelde verslag aan de commissie meldt het corporate governance comité onder meer of het vaststellingen heeft kunnen doen waaruit blijkt dat er zich een belangenconflict in de zin van 3° heeft voorgedaan.”;

9° in paragraaf 6, worden de woorden “artikel 524bis van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “artikel 7:121 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen” en wordt het woord “directiecomité” vervangen door de woorden “college van dagelijks bestuur”;

10° paragraaf 6 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De leden van het college van dagelijks bestuur worden gekozen omwille van hun bekwaamheid, hun ervaring en hun onafhankelijkheid die ze in staat stelt het transmissienet te beheren in zijn technische, financiële, menselijke en strategische aspecten.”;

11° paragraaf 7 wordt vervangen als volgt:

“§ 7. Na advies van het corporate governance comité benoemt en in voorkomend geval ontslaat de raad van bestuur van de netbeheerder de leden van het college van dagelijks bestuur, met inbegrip van de voorzitter en de vicevoorzitter.

Enkel natuurlijke personen kunnen worden benoemd en een mandaat uitoefenen als lid van het college van dagelijks bestuur.

De voorzitter en de vicevoorzitter van het college van dagelijks bestuur hebben een adviserende functie in de raad van bestuur van de netbeheerder.”;

12° in paragraaf 8 worden de woorden “Wetboek van vennootschappen” vervangen door “Wetboek van vennootschappen en verenigingen” en worden de woorden “directiecomité” telkens vervangen door de woorden “college van dagelijks bestuur”;

13° in paragraaf 9 wordt het woord “directiecomité” vervangen door de woorden “college van dagelijks bestuur”;

14° in paragraaf 10 wordt het woord “directiecomité” vervangen door woorden “college van dagelijks bestuur”.

**Art. 4.** In artikel 9bis, § 3; van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 januari 2003 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, wordt in het eerste lid het woord “directiecomités” vervangen door de woorden “colleges van dagelijks bestuur” en wordt in het tweede lid het woord “directiecomité” vervangen door de woorden “college van dagelijks bestuur”.

**Art. 5.** In artikel 9ter, eerste lid, 1°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juni 2005 en vervangen bij de wet van 8 januari 2012, wordt het woord “directiecomité” vervangen door de woorden “college van dagelijks bestuur”.

**Art. 6.** Dans l'article 10, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 8 janvier 2012, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit:

“1<sup>o</sup> changement significatif, sans certification préalable, soit de l'actionnariat du gestionnaire du réseau, soit de l'actionnariat de la société qui détient toutes les actions du gestionnaire du réseau sauf maximum deux lorsque ce changement d'actionnariat pourrait compromettre l'indépendance de la gestion du réseau de transport;”.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 novembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Energie,  
T. VAN DER STRAETEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—  
Note

(1) Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 55-3570 (2022/2023)

Compte rendu intégral : 26 octobre 2023

**Art. 6.** In artikel 10, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 januari 2012, wordt de bepaling onder 1<sup>o</sup> vervangen als volgt:

“1<sup>o</sup> significante wijziging, zonder voorafgaande certificering, hetzij in het aandeelhouderschap van de netbeheerder, hetzij in het aandeelhouderschap van de vennootschap die, op maximaal twee aandelen na, alle aandelen in de netbeheerder bezit, wanneer deze wijziging in het aandeelhouderschap de onafhankelijkheid van het beheer van het transmissienet in het gedrang zou kunnen brengen;”.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 november 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Energie,  
T. VAN DER STRAETEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-3570 (2022/2023)

Integraal Verslag : 26 oktober 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/47022]

6 NOVEMBRE 2023. — Loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et portant confirmation de cinq arrêtés royaux sur l'énergie

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** L'arrêté royal du 20 juillet 2022 fixant le mode de calcul et les modalités de contrôle du coût de la réserve stratégique et du mécanisme de rémunération de capacité, est confirmé avec effet au 19 août 2022, date de son entrée en vigueur.

Le Roi peut, modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 2022 fixant le mode de calcul et les modalités de contrôle du coût de la réserve stratégique et du mécanisme de rémunération de capacité, confirmées par la présente loi.

**Art. 3.** L'arrêté royal du 20 juillet 2022 modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanisme visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables et l'indemnisation des titulaires d'une concession domaniale offshore en cas d'indisponibilité du Modular Offshore Grid, est confirmé avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2022, date de son entrée en vigueur.

Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, remplacé par la loi du 27 décembre 2021, les mots “et par l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du ... modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et portant confirmation de cinq arrêtés royaux sur l'énergie” sont insérés entre les mots “la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables” et les mots “, sans établir une nouvelle surcharge ou un nouveau prélèvement destiné à financer les mesures visées au alinéa 1<sup>er</sup>.”.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/47022]

6 NOVEMBER 2023. — Wet tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot bekrachtiging van vijf koninklijke besluiten inzake energie

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het koninklijk besluit van 20 juli 2022 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de modaliteiten van de controle van de kost van de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme, wordt bekrachtigd met ingang van 19 augustus 2022, de dag van zijn inwerkingtreding.

De Koning kan de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 2022 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de modaliteiten van de controle van de kost van de strategische reserve en het capaciteitsvergoedingsmechanisme, bekrachtigd bij deze wet, wijzigen, aanvullen, vervangen en opheffen.

**Art. 3.** Het koninklijk besluit van 20 juli 2022 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen en de vergoeding van de houders van een offshore domeinconcessie in geval van onbeschikbaarheid van het Modular Offshore Grid, wordt bekrachtigd met ingang van 1 september 2022, de dag van zijn inwerkingtreding.

In artikel 7, § 1, derde lid, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, vervangen bij de wet van 27 december 2021, worden de woorden “en door artikel 3, eerste lid, van de wet van ... tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot bekrachtiging van vijf koninklijke besluiten inzake energie” ingevoegd tussen de woorden “de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen” en de woorden “, wijzigen, vervangen en opheffen”.